

# Les Français et le chômage

## Nécessité et solidarité

Catherine Duflos

*Chômage structurel ou lié à la précarité des emplois, chômage récent ou de longue durée, le mal sévit largement. En avril 1990, plus de deux millions quatre cent mille demandes d'emploi étaient enregistrées. Mais le chômage n'atteint pas les Français de manière identique : si les situations de chômage, le vécu et les conséquences diffèrent selon les cas, le risque de perte d'emploi n'est pas non plus le même pour tous.*

*Les résultats d'une récente étude du Crédoc, réalisée à la demande du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, mettent davantage en évidence l'importance du « risque de chômage » dans l'opinion des Français que le fait d'avoir un emploi ou d'être inactif. Les chômeurs, directement concernés, sont bien sûr très sensibilisés par les politiques d'indemnisation du chômage. Parmi les actifs ayant un emploi, les catégories les plus exposées au chômage (ouvriers, employés) attendent, elles aussi, beaucoup des mesures sociales, mais estiment qu'il ne leur appartient pas de contribuer à leur financement. L'esprit de solidarité semblerait plutôt émaner des catégories les plus aisées, qui sont aussi les plus protégées du chômage.*

### Trois situations-types déterminent les opinions

Si majoritairement les Français ne se sentent pas menacés par le chômage (75 %), il n'en reste pas moins que cette menace existe pour 13 % d'entre eux (personnellement ou pour un membre de leur foyer) et qu'elle est devenue réalité dans 14 % des foyers. Le Crédoc a réalisé une typologie des Français (hors retraités) en trois grands groupes : les chômeurs et les

foyers où sévit le chômage, les chômeurs potentiels et les « protégés » du chômage. Cette analyse permet de comprendre la diversité des opinions sur le chômage et sur les politiques d'indemnisation. Outre l'opposition entre chômeurs et non-chômeurs, il existe des clivages d'opinions liés au statut socio-culturel : c'est plutôt au bas de l'échelle sociale (ouvriers, employés, personnes peu diplômées et fortement exposées au chômage) que l'attente est la plus

### Le calcul des indemnités de chômage : les classes aisées les plus solidaires ?

(En %)

A votre avis, les indemnités de chômage doivent-elles être ?

|   | Chômeurs | Ouvriers | Prof.lib.<br>Cadres | Ensemble<br>Population |
|---|----------|----------|---------------------|------------------------|
| • Calculées en fonction du nombre d'années d'activité ..... | 15       | 14       | 12                  | 13                     |
| • Calculées en fonction du montant du salaire .....         | 23       | 19       | 20                  | 19                     |
| • Modulées selon les ressources globales du foyer .....     | 42       | 39       | 54                  | 46                     |
| • Identiques pour tous les chômeurs .....                   | 20       | 28       | 13                  | 22                     |
| • Ensemble .....  | 100      | 100      | 100                 | 100                    |

Source : Crédoc, fin 1987 et fin 1988.

forte vis-à-vis des mesures sociales. Paradoxalement, ces personnes font aussi partie des Français les plus réticents à financer les politiques d'indemnisation. Les Français de statut social et de niveau culturel plus élevés, le plus souvent à l'abri du chômage, ont une réflexion assez critique sur les problèmes d'emploi, mais se montrent plus volontiers solidaires des chômeurs.

### Les chômeurs : des solutions immédiates pour « survivre ».

Les chômeurs et les personnes qui ont un membre de leur famille au chômage sont essentiellement des ouvriers (32 % contre 21 % en moyenne), des salariés du secteur privé (57 % contre 45 %), des individus peu diplômés (sept sur dix n'ont aucun diplôme ou le seul CEP). Issues de milieux sociaux défavorisés, ces personnes cumulent handicaps culturels et difficultés matérielles les plaçant dans des situations de pauvreté, voire de précarité, qui en font un peu les exclus de la société. Outre leurs indemnités de chômage, quand ils en perçoivent, l'aide sociale institutionnelle est le seul recours qu'ils envisagent : 29 % (contre 15 % en moyenne) s'en remettent aux assistants sociaux, 43 % (contre 28 %) s'adressent aux bureaux d'aide sociale.

Ces personnes savent ce que représentent les difficultés rencontrées : insuffisance de ressources, précarité, exclusion sociale. Elles connaissent mieux les systèmes d'indemnisation, elles ont des positions plutôt critiques vis-à-vis des services de l'Emploi et des mesures prises pour le traitement social du chômage. En ce qui concerne l'ensemble des politiques sociales, leur demande est explicite : une assistance importante, des aides en argent, une politique redistributive renforcée et un revenu minimum garanti pour tous les chômeurs. Plus de la moitié d'entre eux (contre 37 % en moyenne) sont favorables à un accroissement des recettes (cotisations ou impôts) pour financer l'indemnisation du chômage. Ces « mal lotis » espèrent, en réponse à leurs problèmes, des solutions tout aussi concrètes qu'immédiates ; leur demande revêt un caractère de « survie ».

Mal intégrés socialement, ces Français sont insatisfaits, inquiets, pessimistes et critiques dans bien des

domaines : ils sont logiquement les plus inquiets face à l'éventualité du chômage (76 % contre 39 % de la population étudiée), et prévoient une augmentation du nombre des chômeurs dans les années à venir (85 % contre 66 %). Pour eux, le cadre de vie est une source de mécontentement, le niveau de vie se détériore, les conditions de vie à venir ne seront pas meilleures, la société a besoin de se transformer, la justice fonctionne mal... Seule connotation de « bonheur » : la famille conserve un peu plus souvent sa valeur-refuge (72 % contre 66 %).

### Les chômeurs potentiels font partie des Français plutôt favorables à une réduction des dépenses de chômage...

Il s'agit principalement de foyers sur lesquels pèse la hantise du chômage : 71 % des Français de cette classe perçoivent une menace de chômage pour eux ou un membre du foyer (15 % en moyenne). Leur statut socio-culturel est proche de celui de la plupart des chômeurs. C'est en effet une population essentiellement ouvrière, salariée du secteur privé, peu ou pas diplômée et plutôt jeune. Moins éco-

### Les préoccupations des Français : le chômage recule à la 4<sup>e</sup> place

(En %)

Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent le plus ?

|  | Mai 1989 | Automne 1989 |
|--|----------|--------------|
| Les maladies graves .....                            | 57,2     | 55,1         |
| La violence et l'insécurité .....                    | 44,8     | 37,6         |
| Le chômage .....                                     | 39,5     | 28,7         |
| La drogue .....                                      | 38,1     | 51,9         |
| Les accidents dans les transports (yc.voiture)       | 21,2     | 16,0         |
| La pauvreté dans le monde .....                      | 20,1     | 23,9         |
| La pauvreté en France .....                          | 18,9     | 23,5         |
| La dégradation de l'environnement .....              | 18,2     | 20,0         |
| Les risques industriels et nucléaires .....          | 15,8     | 13,9         |
| Les tensions internationales .....                   | 10,8     | 12,9         |
| Les conflits sociaux .....                           | 7,8      | 6,2          |
| L'ouverture des frontières au marché de la CEE ..... | 6,7      | 8,9          |

Source : Crédoc

Les pourcentages ne totalisent pas 100 %, car les enquêtés pouvaient donner trois réponses.

Les résultats de la dernière enquête du Crédoc sur les « Conditions de vie et aspirations des Français » montrent que si le chômage reste une source d'inquiétude, il n'est plus au cœur des préoccupations de nos concitoyens. Habitude ou résignation devant le mal, les Français tendent aujourd'hui à être davantage mobilisés par d'autres problèmes de violence ou d'insécurité. Dans la hiérarchie des menaces, le chômage arrive en 4<sup>e</sup> position, bien après les maladies graves et la drogue (les deux préoccupations essentielles), et après les problèmes de violence et d'insécurité. En mai 1989, les Français se montraient beaucoup plus sensibilisés par le chômage, fléau alors à peu près équivalent à celui de la drogue. Six mois plus tard, les problèmes de toxicomanie prennent une ampleur remarquable (+ 14 points) et devancent de très loin ceux de la privation d'emploi. Si le chômage semble faire partie intégrante du quotidien, la drogue représente une menace qui « fait peur » aux Français ; il s'agit aussi d'un sujet médiatique qui trouve largement écho dans les esprits. Les maladies graves, qui restent le souci n° 1, tendent cependant à être un peu moins mobilisatrices (- 2 points en 6 mois). Il en est de même de la violence et de l'insécurité.

nomiquement faibles que les chômeurs, ces personnes ne vivent pas pour autant dans l'aisance, et les signes de tiraillement budgétaire sont nombreux. Elles affichent un certain pessimisme quant à l'évolution des conditions de vie à venir et déclarent préférer une augmentation de leur pouvoir d'achat à plus de temps libre. Si leurs opinions sont en général peu caractéristiques, ces Français estiment un peu plus souvent qu'en moyenne que le système des prestations familiales doit lutter contre la pauvreté (82 % contre 76 %), mais aussi qu'il devrait être moins complexe. Ces Français sont-ils conscients des circuits redistributifs ? Contrairement aux chômeurs, ils pensent que le financement du chômage doit passer par une réduction des dépenses (62 % contre 56 %), plutôt que par des prélèvements plus lourds. Très exposés au chômage, ils sont paradoxalement peu enclins à participer au financement d'une politique dont ils pourraient prochainement bénéficier.

### Parmi les « protégés » du chômage : des Français aisés, critiques mais solidaires

Issus de milieux socio-culturels élevés, ces Français se positionnent eux-mêmes dans les couches sociales dominantes. Souvent diplômés, ce sont des actifs d'âge moyen plutôt « bien installés » sur le marché de l'emploi comme dans la vie. Ils appartiennent à des catégories socio-professionnelles davantage protégées du chômage : professions libérales, cadres, professions intellectuelles supérieures. Le plus souvent mariés, ils vivent avec un conjoint également actif et tout aussi diplômé. Pour certains, le statut d'activité (salarié de l'État ou des collectivités locales) assure une garantie supplémentaire.

Nullement inquiets et ne percevant pas de menace de chômage (98 % contre 67 % de la population étudiée), ces Français affichent plus d'optimisme et prévoient notamment une stabilisation de la situation plutôt qu'une dégradation. Conscients de l'existence du mal profond que constitue le chômage, ils se montrent à la fois plus indulgents vis-à-vis des chômeurs (reconnaissance des « activités d'intérêt général » ou des « petits

boulots » par exemple) et plus solidaires pour assurer la couverture sociale du chômage (ils sont plus souvent défenseurs d'une politique d'accroissement des prélèvements). Ils préconisent également une indemnisation en fonction des ressources globales du foyer. Mais ils sont aussi plus réticents sur l'efficacité des mesures visant à lutter contre le chômage (retraites anticipées) ou à traiter le chômage de longue durée : ils jugent ces mesures utiles pour éviter l'exclusion sociale, mais ils ne les reconnaissent pas comme solution au problème de l'emploi. Leurs opinions se situent davantage dans une optique à plus long terme du traitement du chômage en profondeur, alors que pour les per-

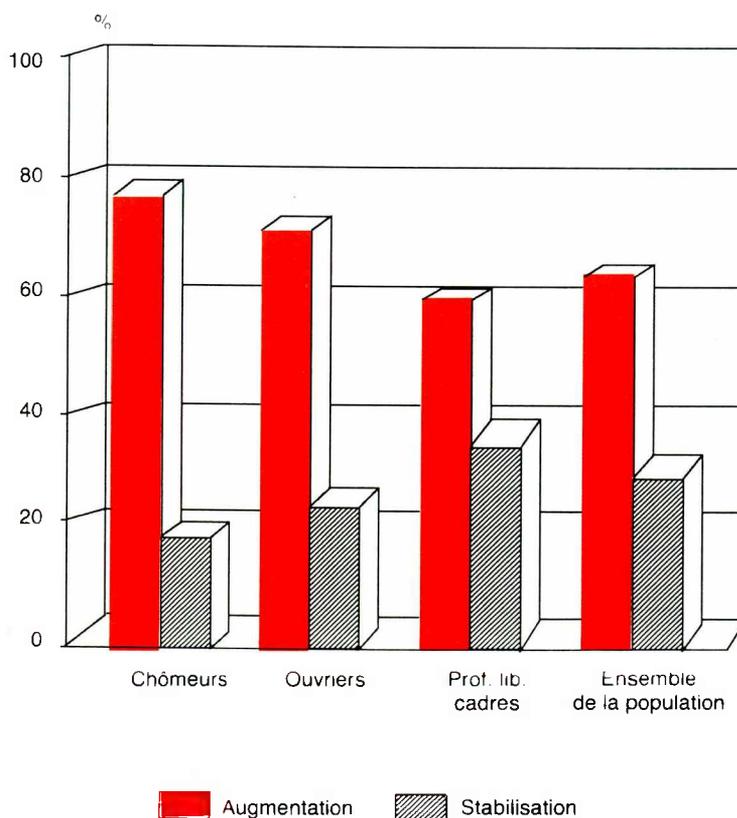
sonnes déjà concernées, les solutions à court terme revêtent un caractère prioritaire.

Bien intégrés socialement, ces Français affichent une plus grande satisfaction en général, une vision plus optimiste de l'avenir, une plus grande confiance dans le devenir de la société : stabilisation du chômage, bienfaits du progrès, meilleures conditions de vie...

Loin des préoccupations du chômage et n'ayant jamais eu à affronter pareille situation (81 % contre 69 %), ces Français se tourneraient plutôt vers la famille s'ils se trouvaient en difficulté par suite d'un chômage prolongé (48 % contre 35 %).

### L'évolution du chômage : les plus exposés sont les plus pessimistes

Estimez-vous que le chômage va augmenter pendant plusieurs années ou se stabiliser dans un avenir proche ?



Source : Crédoc 1987 et 1988

## La peur du chômage : plus forte avant 25 ans et après 50 ans.

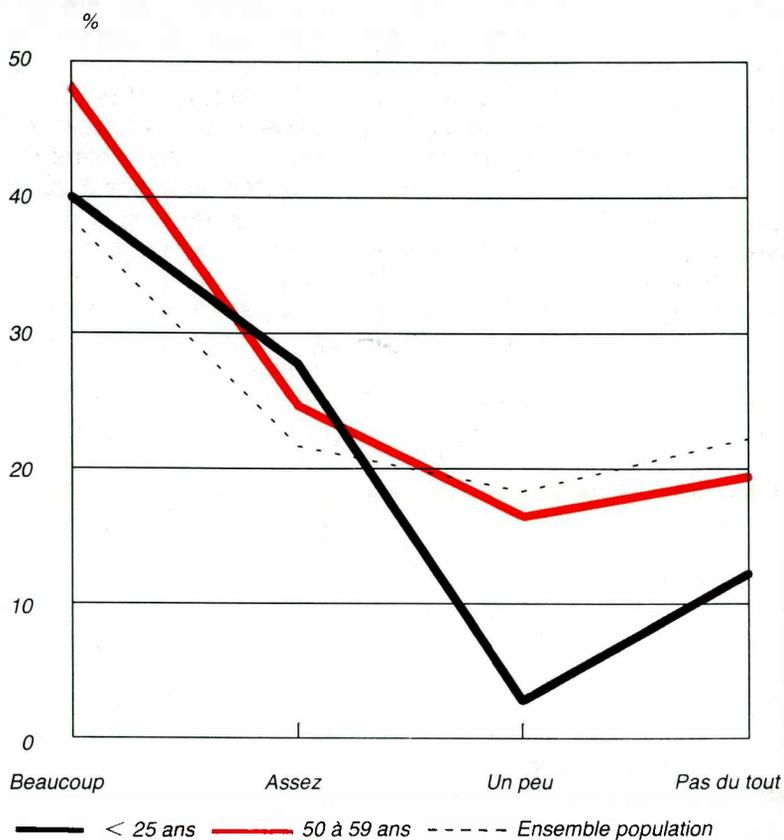
Globalement les jeunes, qui sont aussi les plus touchés, sont particulièrement sensibilisés au problème du chômage. Mais si l'angoisse du chômage est forte chez les moins de 25 ans, elle ne leur est pas spécifique : elle est encore plus vive après 50 ans. A cet âge, la perte d'emploi revêt en effet un caractère plus dramatique : difficultés de réinsertion ou même exclusion du marché du travail, problèmes psychologiques importants.

### — Pour en savoir plus —

Ces résultats sont tirés de l'enquête annuelle du Crédoc sur les « Conditions de vie et aspirations des Français », réalisée fin 1987 et fin 1988 auprès d'un échantillon de 2000 personnes représentatif de la population française de 18 ans et plus. Le thème « chômage et politiques du chômage » est étudié à la demande du Service des Etudes et de la Statistique du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

## Le chômage : une vive inquiétude chez les jeunes, mais aussi après 50 ans

Pour vous ou l'un de vos proches, le risque de chômage vous inquiète-t-il ?



Source : Crédoc 1987 et 1988.

## Les conditions de travail dans l'Europe de 1992 : pas de perspectives d'amélioration

(En %)

Quelles conséquences l'Europe de 1992 aura-t-elle sur les salariés dans les entreprises françaises : salaires, durée du travail, conditions de travail ?

Cette situation :

|                                 |     |
|---------------------------------|-----|
| • Va plutôt s'améliorer .....   | 23  |
| • Va plutôt se détériorer ..... | 35  |
| • Restera identique .....       | 40  |
| • Ne sait pas .....             | 2   |
|                                 | 100 |

Source : Crédoc, 1988

Interrogés à propos des conséquences de l'Europe de 1992 sur la situation des salariés dans les entreprises, les Français estiment le plus souvent que cette situation restera identique (40 %) ou qu'elle se détériorera (35 %). Des perspectives plus optimistes sont partagées par moins d'un quart de la population.

Ce sont les jeunes et les étudiants qui affichent le plus d'espoir : 32 % des moins de 25 ans penchent pour une amélioration. Après 50 ans, la vision de l'avenir est plus sombre : 39 % pensent à une détérioration.

Les chômeurs, les employés et les ouvriers se montrent plus optimistes que les cadres, les professions libérales et les autres actifs. Les ménagères ont plutôt tendance à penser que rien ne changera.